

Projet de budget 2022

Plan financier quadriennal 2022-2025

Plan décennal des investissements 2022-2031



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

16 septembre 2021

A. Contexte

Budget et PFQ s'inscrivent dans la poursuite de la crise sanitaire :

- **Préoccupations et incertitudes** liées à l'évolution de la situation sanitaire, économique et sociale
- **La croissance marque son retour en 2021**, avec toutefois certains secteurs qui demeurent très affectés
- Importante **progression des revenus**
- Forte **augmentation des besoins de la population et hausse des dépenses sociales**
- **Situation financière améliorée** malgré des déficits importants consécutifs à la **mise en œuvre de trois réformes** de 2020.

A. Contexte

1. Résultats: aperçu général

PB 2022

En millions

	B 2021	PB 2022	Ecart	en %
Charges de fonctionnement	9'363.2	9'498.2	135.0	1.4%
Revenus de fonctionnement	8'516.3	9'038.0	521.7	6.1%
Résultat net	-846.9	-460.2		

PFQ 2022-2025

En millions

	B 2021	PB 2022	2023	2024	2025
Charges de fonctionnement	9'363	9'498	9'554	9'718	9'815
Revenus de fonctionnement	8'516	9'038	9'260	9'419	9'572
Résultat net	-847	-460	-294	-298	-243

A. Contexte

2. Evolution des revenus

en millions

Revenus fiscaux, en millions de francs	B 2021	PB 2022	2023	2024	2025	Ecart 2025 - B 2021	
Personnes physiques (PP)	4'355	4'541	4'616	4'705	4'792	+437	+10.0%
Personnes morales (PM)	1'147	1'290	1'297	1'319	1'356	+209	+18.2%
Impôts immobiliers	521	580	587	596	604	+83	+15.8%
Autres impôts	850	925	952	965	977	+127	+15.0%
Total Impôts, taxes et droits	6'873	7'335	7'453	7'584	7'728	+855	+12.4%
Réévaluation du parc immobilier (RPI)			105	95	90	+90	
Total Impôts, taxes et droits (y.c. mesures du CE)	6'873	7'335	7'558	7'679	7'818	+945	+13.8%
Revenus non fiscaux	1'644	1'703	1'702	1'740	1'754	+110	+6.7%
Total revenus	8'516	9'038	9'260	9'419	9'572	+1'056	+12.4%

A. Contexte

3. Coûts liés à la crise sanitaire

Coûts liés au COVID-19 (effet sur le résultat)

	PB 2022	2023	2024	2025
Augmentation des prestations sociales en faveur des personnes physiques et autres charges contraintes	-93	-110	-119	-125
Aides ponctuelles et autres dispositifs temporaires spécifiques COVID-19 dans le domaine de la santé	-48	-0	-1	0
Pertes de revenus	-40	-11	-5	-1
TOTAL	-180	-121	-124	-126

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

1. **Accorder** des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins en lien avec la crise
2. **Maîtriser** la croissance des charges
3. **Allouer** des nouveaux postes pour répondre aux besoins
4. **Concrétiser** les mesures structurelles
5. **Soutenir** une politique volontaire et ambitieuse en matière d'investissement
6. **Respecter** les dispositions du frein au déficit au projet de budget 2022 et au PFQ

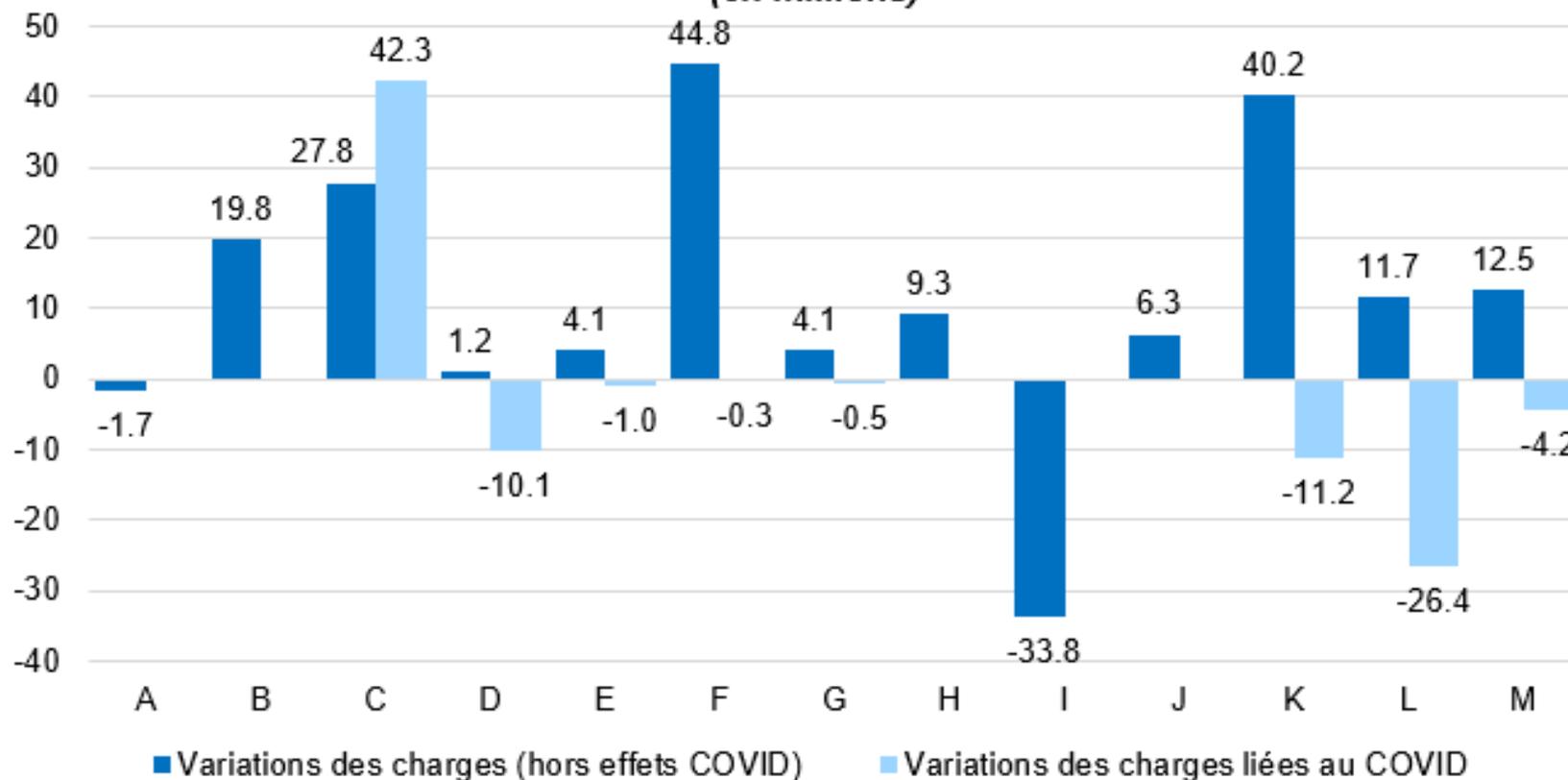
B. Choix politiques du Conseil d'Etat

1. Accorder des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins en lien avec la crise

Évolution des charges par politique publique au PB 2022

(variations par rapport au B 2021)

(en millions)



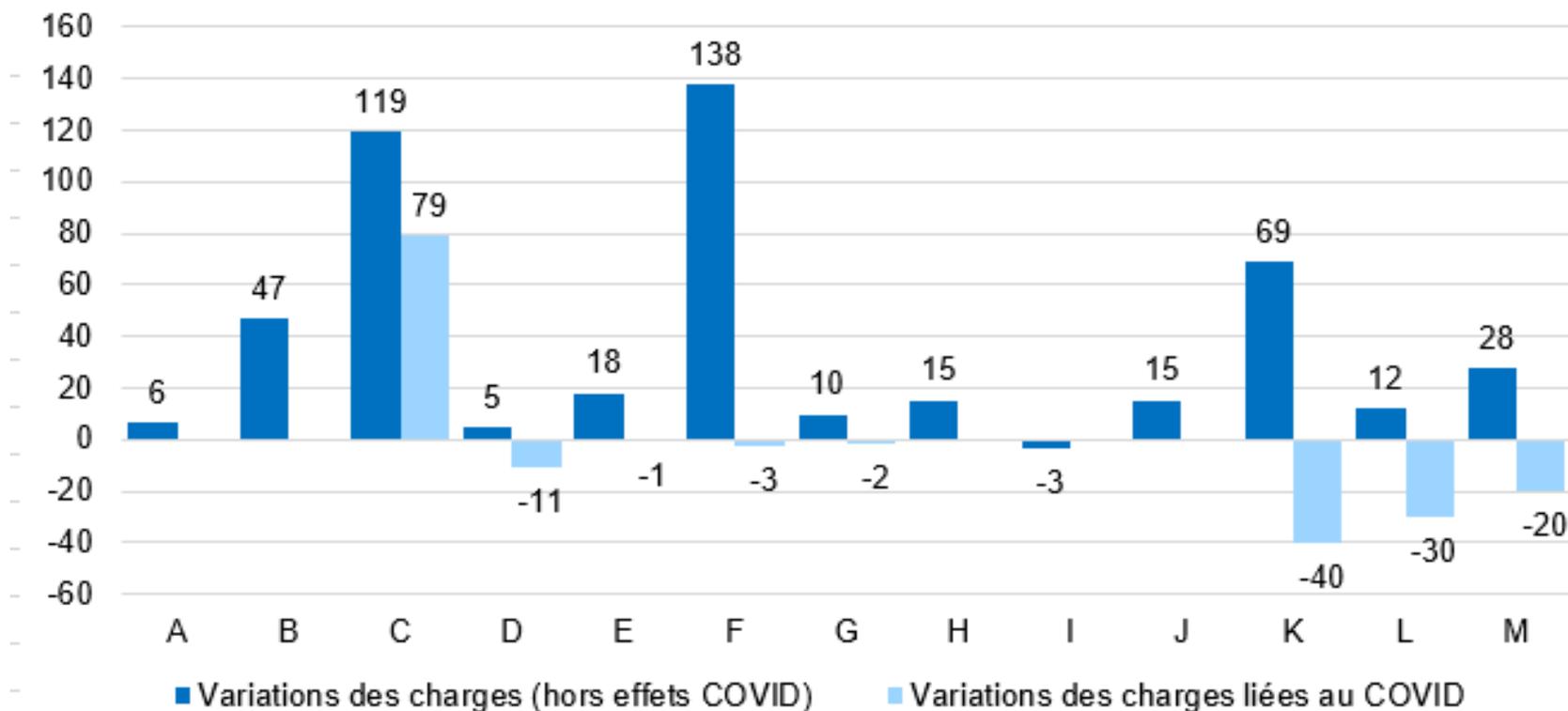
B. Choix politiques du Conseil d'Etat

1. Accorder des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins en lien avec la crise

Évolution des charges par politique publique au PFQ 2022-2025

(variations par rapport au B 2021)

(en millions)



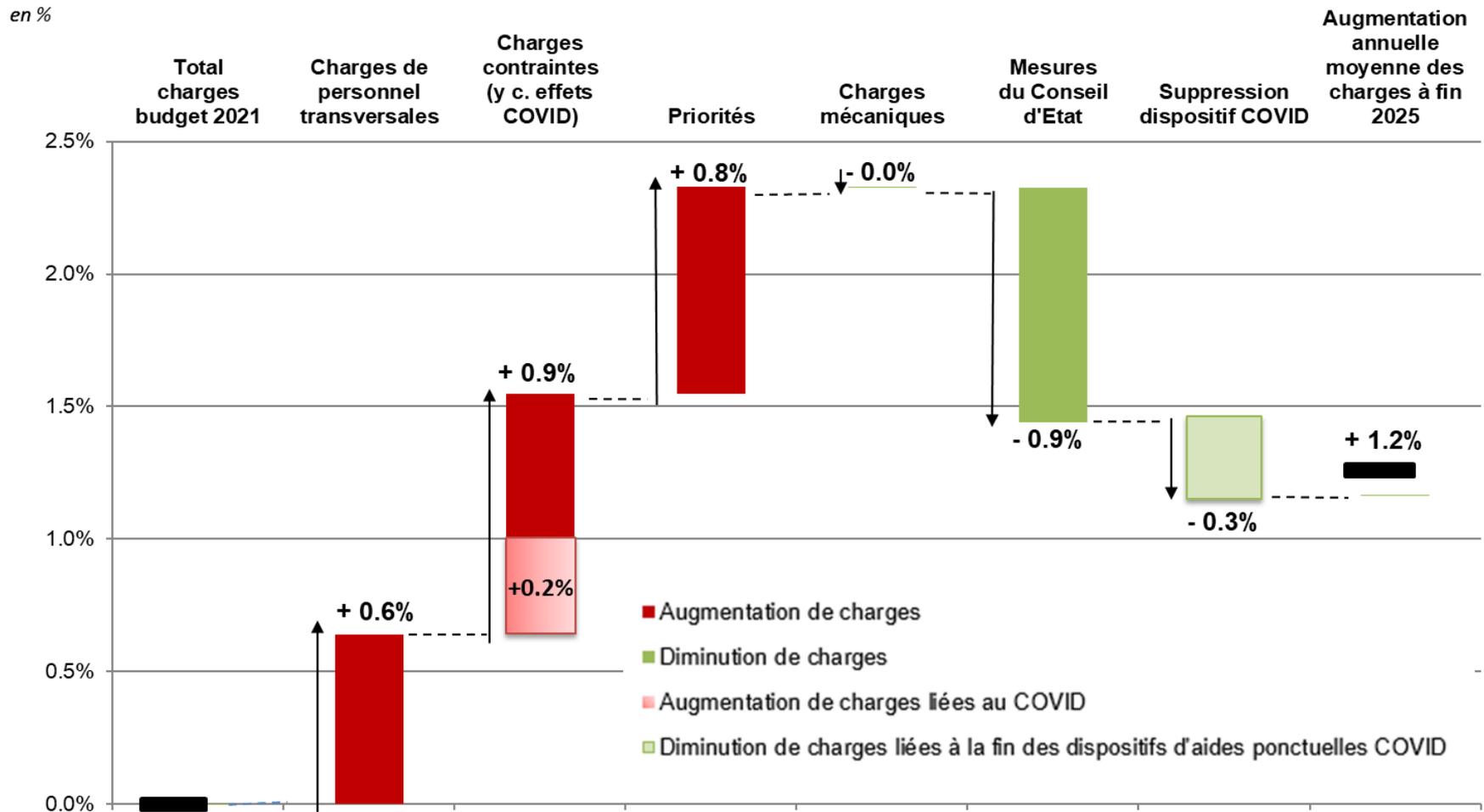
B. Choix politiques du Conseil d'Etat

2. Maitriser la croissance des charges au PB 2022

Croissance des charges au PB 2022	en millions	en %
Charges de personnel transversales	57	0.6%
Charges mécaniques et contraintes (y.c. effets COVID)	66	0.7%
Priorités	111	1.2%
Réduction des dispositifs COVID	-54	-0.6%
Plan de mesures diminuant les charges	-45	-0.5%
Croissance totale	135	1.4%

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

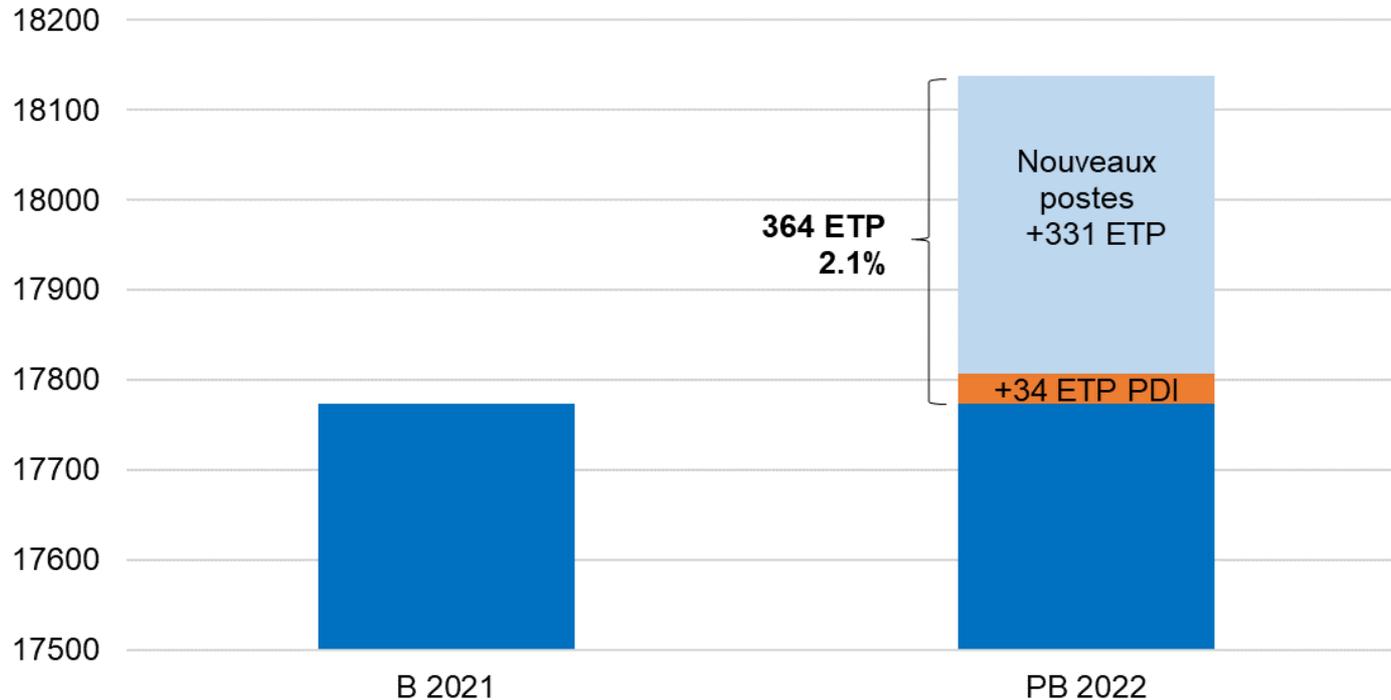
2. Maitriser la croissance des charges au PFQ



B. Choix politiques du Conseil d'Etat

3. Allouer des nouveaux postes pour répondre aux besoins

Evolution des postes au PB 2022



■ Budget 2021 ■ ETP PDI ■ Variation ordinaire des ETP PB 2022

La diminution des ETP liée au démantèlement de la cellule COVID ne figure pas sur le graphique ci-dessus (soit -49 ETP en 2022).

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

3. Allouer des nouveaux postes pour répondre aux besoins

PFQ 2022-2025	PB 2022	PF 2023	PF 2024	PF 2025	Total	Variation en % (PB 2022)	Variation moy.en % (2022-2025)
Variation ordinaire des ETP (hors ETP COVID et ETP PDI)	331	202	97	150	781	1.9%	1.1%
Variation des ETP PDI	34	60	63	27	183	0.2%	0.3%
Nouveaux postes	364	262	160	177	963	2.1%	1.3%
Démantèlement du dispositif Covid (diminution d'ETP)	-49	-152	0	0	-201	-0.3%	-0.3%
Variation des ETP après déduction des ETP Covid	315	110	160	177	762	1.8%	1.1%

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

4. Concrétiser les mesures structurelles

en millions

Mesures du Conseil d'Etat	Résultat 2022	Résultat 2023	Résultat 2024	Résultat 2025
Mesures structurelles	44	107	120	144
<i>dont</i>				
Répartition des charges cantons-communes*	42	90	90	90
Refonte de l'aide sociale*	-	3	11	31
Modification de la répartition de la charge LPP à 58% / 42%*	2	7	12	16
Refonte du mode de financement de la Fondation pour la formation professionnelle et continue (FFPC)*		7	7	7
Mesures concernant la fonction publique	-	59	74	161
<i>dont</i>				
Mesure conditionnée à l'inflation - non indexation des salaires	-	-	6	33
Suspension de l'annuité 2023 et 2025*	-	59	69	128
Mesures d'efficience et autres mesures	2	27	40	39
Total mesures du Conseil d'Etat	46	193	234	343

*Mesures de rang législatif devant être adoptées par le Grand Conseil

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

4. Concrétiser les mesures structurelles

Modification de la répartition de la charge LPP à 58% / 42% pour les nouveaux assurés

Concrétisation d'une des mesures annoncées dans le précédent PFQ
→ **modification de la répartition des cotisations des employeurs et des employés** aux caisses de prévoyance de l'Etat de Genève.

Répartition supportée à **58% par l'employeur et à 42% par le membre du personnel**, contre environ $\frac{2}{3}$ par l'employeur et $\frac{1}{3}$ par le membre du personnel actuellement.

S'appliquera **uniquement aux nouvelles et nouveaux affiliés** après l'entrée en vigueur des projets de loi.

Une **mesure revue** afin de trouver une majorité parlementaire et évaluée à 16 millions en 2025.

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

4. Concrétiser les mesures structurelles

Répartition des charges canton/communes

Afin d'atteindre son objectif de réduire les charges de 90 millions au PFQ 2022-2025, le Conseil d'Etat poursuit les **discussions** entamées **avec l'Association des communes genevoises (ACG)** visant à transférer aux communes des charges assorties de compétences.

Le Conseil d'Etat a entamé des discussions en vue de transférer aux communes en 2022 le financement de **la subvention à la FASE**.

Un projet de loi sur la **participation des communes au financement des prestations sociales et des mesures de soutien aux personnes âgées** a été soumis en 2020 au parlement (PL 12782). Il prévoit que la participation des communes sera calculée selon un principe d'écrêtage des revenus fiscaux qui repose sur la valeur des centimes additionnels par habitant.

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

4. Concrétiser les mesures structurelles

Refonte de l'aide sociale

Poursuite de la mesure en lien avec les **prestations sociales accordées par l'Hospice général** (-31 millions de charges).

Ce projet passe prioritairement par **une réforme de la législation sur l'aide sociale** allant du renforcement et d'un élargissement du catalogue des mesures d'insertion à l'accès à des formations.

Refonte du mode de financement de la FFPC

La refonte du mode de financement de la FFPC qui était déjà inscrite dans le précédent PFQ vise à faire reposer son financement sur la seule contributions des employeurs. Cette mesure permettrait de faire économiser à l'Etat 7 millions par an dès 2023.

B. Choix politiques du Conseil d'Etat

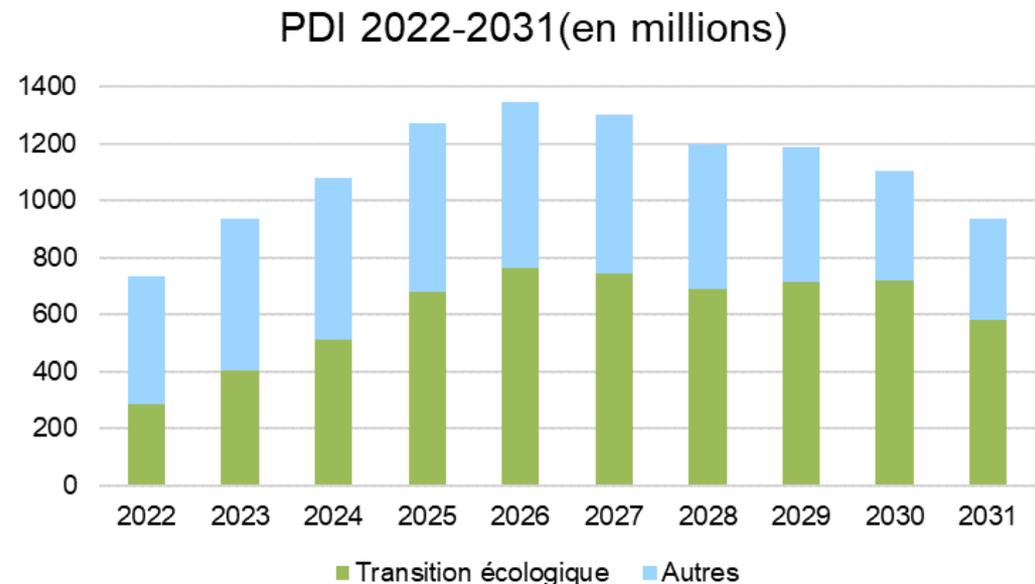
5. Soutenir une politique volontaire et ambitieuse en matière d'investissement

11,1 milliards d'investissements nets prévus dans le PDI 2022-2031, soit +3 milliards (+37%) par rapport au précédent PDI, pour :

- répondre aux enjeux actuels liés aux transitions écologique et numérique;
- exprimer un soutien affirmé à l'économie du canton;
- répondre aux besoins de la population du canton et de sa région.

Prioriser les investissements pour assurer la transition écologique :

5,9 milliards de projets contribuant à la transition écologique sont identifiés dans le domaine de la mobilité, de l'environnement et de l'énergie ainsi que pour rénover le parc immobilier de l'Etat

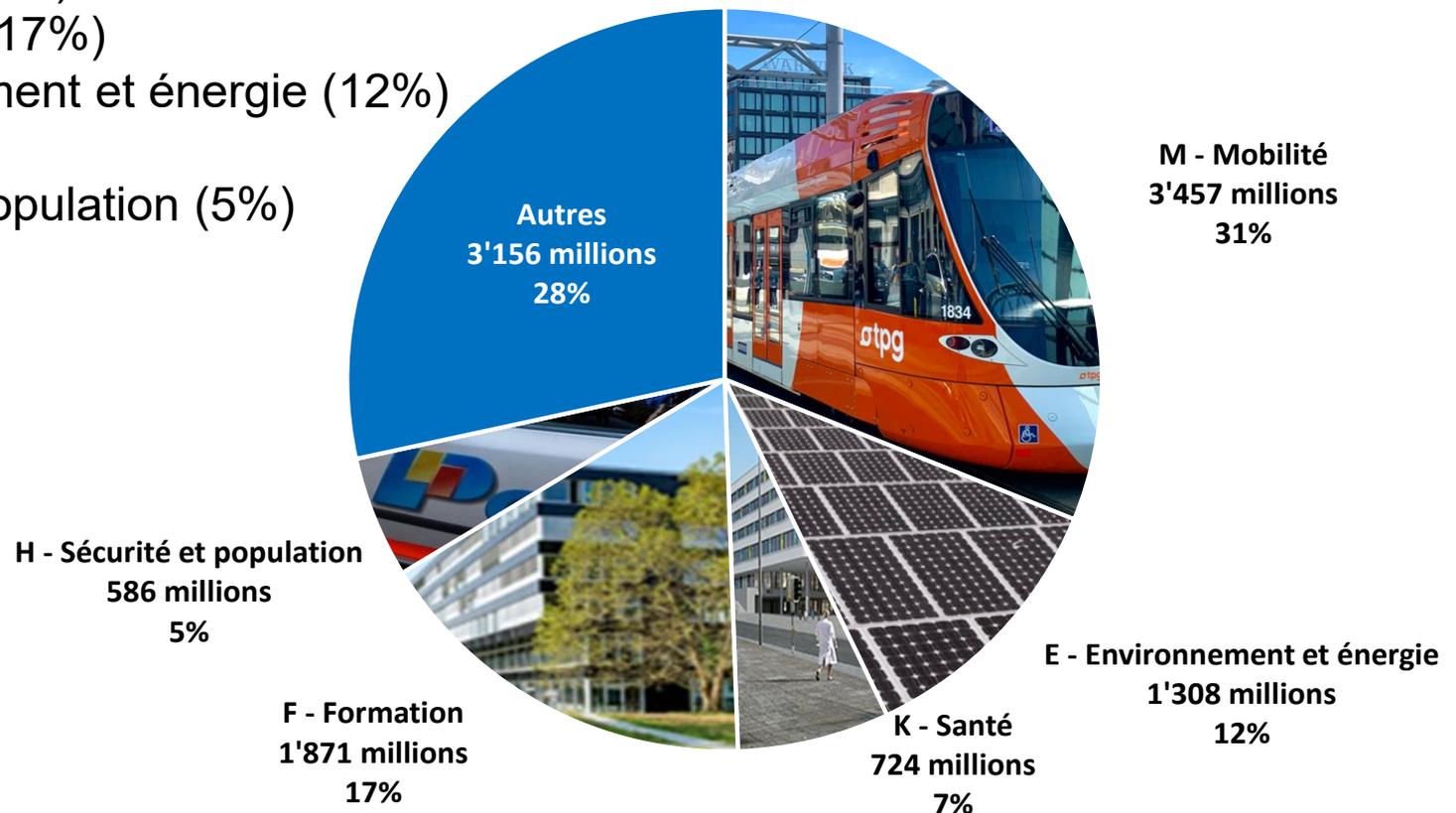


B. Choix politiques du Conseil d'Etat

5. Soutenir une politique volontaire et ambitieuse en matière d'investissement

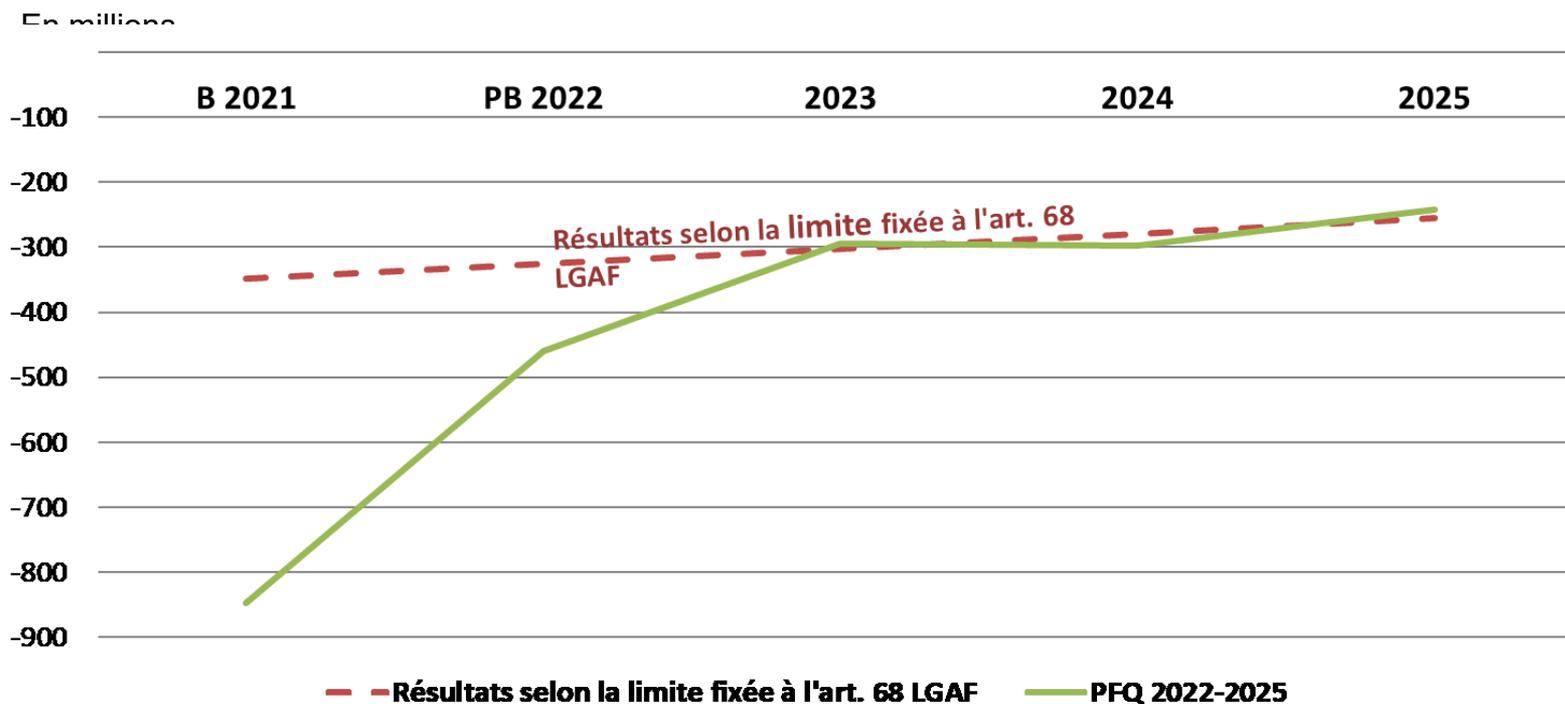
Des investissements concentrés principalement sur 5 politiques publiques :

- mobilité (31%)
- formation (17%)
- environnement et énergie (12%)
- santé (7%)
- sécurité, population (5%)



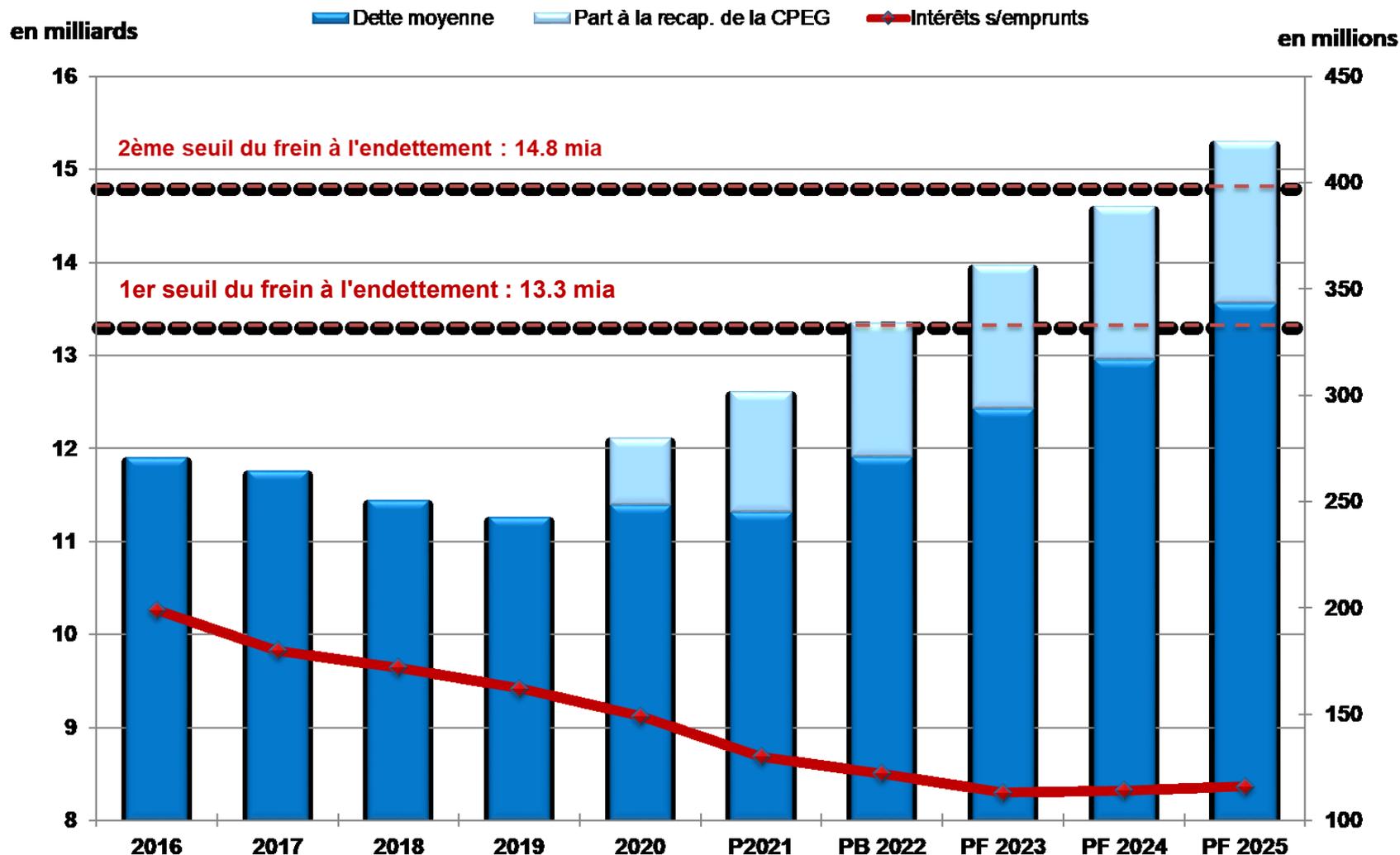
B. Choix politiques du Conseil d'Etat

6. Respecter les dispositions du frein au déficit



	B 2021	PB 2022	2023	2024	2025
Résultat net	-847	-460	-294	-298	-243
Résultat selon la limite fixée à l'art. 68 LGAF	-349	-326	-302	-279	-256
Dépassement du déficit admissible		135	0	19	0

C. Risque d'enclenchement du frein à l'endettement



D. Conclusion

- Croissance des revenus dues aux **résultats supérieurs aux attentes** des principaux secteurs économiques
- La crise continuera à présenter des **conséquences à long terme** sur le plan économique et social
- Assainissement des finances publiques conditionné à la **concrétisation des mesures structurelles et d'économie**
- **Fragilité du budget et du PFQ** au vu des nombreuses incertitudes à moyen terme liées à la crise
- **Dispositions du frein au déficit respectées**, mais risque d'enclenchement du frein à l'endettement à moyen terme
- **Prudence de mise** et nécessité de réévaluer régulièrement les actions à entreprendre en fonction de l'évolution de la situation



Merci de votre attention !



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève